

MIEUX

Étude de cas

Pérou (2017-2018)

Financé par
l'Union Européenne



Mis en oeuvre par
ICMPD



ICMPD

International Centre for
Migration Policy Development

Comment lire cette étude de cas?

Domaines thématiques



Migration et
développement



Migration légale
et mobilité



Migration irrégulière
et traite des personnes



Protection internationale
et politique d'asile



Interventions
horizontales

Les dix particularités d'une bonne pratique dans le cadre des Actions MIEUX

- 1 L'Action doit faire l'objet d'une appropriation de la part du pays partenaire
- 2 L'Action doit être un vecteur d'innovation dans son contexte
- 3 L'Action doit pouvoir être reproduite
- 4 L'Action doit produire des résultats tangibles
- 5 L'Action doit être approuvée à un niveau élevé
- 6 L'Action doit s'intégrer aux priorités existantes
- 7 L'Action doit s'appuyer sur les niveaux d'expérience les plus élevés
- 8 L'Action doit présenter une complémentarité et des synergies avec d'autres initiatives
- 9 L'Action doit apporter une valeur ajoutée de l'UE
- 10 L'Action doit servir de catalyseur d'acquisition de connaissances via l'échange d'expériences

LUTTER CONTRE LE TRAFIC DE MIGRANTS

Pérou (2017-2018)

Le Pérou est un pays d'origine, de transit et de destination pour le trafic de migrants. Pour renforcer la coordination interinstitutionnelle et transfrontalière, MIEUX a soutenu la création de lignes directrices intersectorielles et d'un manuel de formation sur la lutte contre le trafic de migrants.

Contexte

Le régime de libre circulation en vigueur entre le Pérou et la plupart des pays du MERCOSUR¹ a réduit l'incidence du trafic de migrants sud-américains dans le pays. Ces dernières années, la grande majorité des migrants victimes de trafic vers et via le Pérou sont originaires d'Afrique, d'Asie et des Caraïbes.²

La Direction générale pour la sécurité démocratique (DGSD) rattachée au ministère de l'Intérieur a en charge la planification, la mise en œuvre et le suivi des activités découlant des politiques nationales de lutte contre la traite et le trafic de migrants ainsi que la coordination de la Commission multilatérale nationale permanente de lutte contre la TP et le trafic de migrants (CMNP TP-TM).

Depuis 2015, le Pérou s'est employé à se doter d'une politique publique systématique et intégrée en matière de lutte contre la TP, notamment en adoptant des instruments normatifs, en renforçant ses capacités institutionnelles et en actualisant ses procédures opérationnelles dans les domaines de la lutte contre la TP et de la protection des victimes.

- 1 L'appropriation par le pays partenaire doit être réelle
- 4 Les actions doivent produire des résultats tangibles
- 5 Les actions doivent être approuvées à un niveau élevé
- 6 Les actions doivent être intégrées aux priorités existantes
- 8 Les actions doivent présenter des complémentarités et des synergies avec d'autres initiatives

PARTICULARITÉS
MIEUX

1 Des mécanismes pour la libre circulation existent avec l'Argentine, le Brésil, la Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Paraguay et l'Uruguay.

2 Manuels de formation pour la lutte contre le trafic de migrants.

Jusqu'à ce moment, l'action de la CMNP TP-TM se limitait donc à la TP. S'appuyant sur les résultats des deux Actions antérieures MIEUX, axées sur la protection et l'aide aux VdT et sur l'évaluation du Plan d'action national de lutte contre la TP, la DGSD souhaitait, par cette nouvelle Action, étendre ses activités et renforcer le cadre normatif en matière de lutte contre le trafic de migrants mais aussi renforcer les capacités de ses agents aux niveaux régional et local tout en stimulant la coopération en général.

Concept d'Action

L'Action a débuté par une **Conférence internationale de lutte contre le trafic de migrants** suivie d'une **première session de réflexion et de formulation** en vue de rédiger des Lignes directrices intersectorielles pour la lutte contre le trafic de migrants. À l'issue de cette première étape, il a été décidé, en accord avec la DGSD, de revoir et d'ajuster la logique d'intervention.

En effet, l'objectif initial était de produire une ébauche de Lignes directrices mais la Conférence s'est révélée tellement productive qu'un document final a pu être rédigé et adopté, à ce stade, à un haut niveau.

La décision a donc été prise de recentrer l'Action sur la lutte contre le trafic de migrants et d'organiser une formation à Tacna (à la frontière avec le Chili) et à Tumbes (à la frontière avec l'Équateur), capitales respectives des deux provinces les plus touchées par le phénomène.

Le contenu du Manuel de formation sur la lutte contre le trafic de migrants et des ateliers organisés sur place s'est appuyé sur une **évaluation minutieuse des besoins de formation tant au niveau central que local**. Pour compléter les entretiens qualitatifs, un sondage en ligne a permis d'identifier les besoins des institutions en présence et de concevoir un manuel de formation propre au contexte péruvien.

MIEUX a déployé son expertise via des équipes mixtes d'experts issus de la région et de l'UE. Des experts argentins et espagnols, du secteur public et privé, ont participé à la mise en œuvre de l'Action.

Pratiques

- **Concept d'Action flexible** : MIEUX fonctionne selon une approche flexible qui permet de s'adapter aux imprévus par un ajustement rapide du concept d'Action pour répondre aux besoins émergents exprimés par les autorités partenaires.
- **Intégration de la dimension transfrontalière** : Les voisins chiliens et équatoriens ainsi que d'autres pays d'Amérique latine ont participé à des activités spécifiques pour partager

leur expérience et leurs bonnes pratiques, évoquer les défis actuels et futurs mais aussi réfléchir à des stratégies conjointes pour lutter plus efficacement contre le trafic de migrants.

- **Adaptation du matériel de formation par les bénéficiaires** : MIEUX a mis un point d'honneur à **cibler le renforcement des capacités pour les contextes nationaux et locaux**. À partir d'entretiens menés auprès des agents, des OSC et des organisations internationales présents aux frontières, MIEUX a intégré à la formation des exemples et des exercices basés sur des scénarios reflétant les différentes routes de migration irrégulière, les modus operandi et les conditions de voyage des migrants. Les participants ont pu ainsi apprendre à travers des situations concrètes et trouver plus facilement des solutions.

Impact

- La volonté politique du Pérou d'avancer sur la gestion des questions liées au trafic de migrants s'est rapidement illustrée dans **l'adoption de Lignes directrices intersectorielles pour la prévention et la poursuite des faits de trafic de migrants, pour l'aide et la protection des personnes victimes de ce trafic et pour d'autres délits dans le contexte des migrations**.³ Dans la foulée, le ministère de l'Intérieur a mis en place des POS pour la prise en charge des cas de trafic de migrants.
- Le sondage en ligne réalisé dans 21 guichets, auprès des commissions et groupes de travail provinciaux, de la CMNP TP-TM, d'agents de la Superintendance nationale sur les migrations, de la Police nationale, du Ministère public et des tribunaux, a permis de récolter les données nécessaires à la préparation du manuel et du programme de formation mais aussi de **mieux cerner les besoins de formation additionnels, par exemple dans le domaine de la lutte contre la TP**.
- Le **Manuel de formation sur le trafic de migrants a été validé par la DGSD** et distribué à plus de 100 agents lors des deux sessions organisées à Tacna et Tumbes.
- En 2017, MIEUX a renforcé les efforts de coordination régionale en aidant le Réseau ibéro-américain des procureurs spécialistes de la traite et du trafic de migrants (REDTRAM). L'Action au Pérou a permis de **renforcer la coopération et l'échange de pratiques, d'expériences et d'expertises en matière de trafic de migrants au niveau transnational** en impliquant des pays voisins dans les activités de renforcement des capacités (Brésil, Chili et Équateur).
- Dans la plupart des provinces du pays, la DGSD dispose de guichets, commissions et groupes de travail multidisciplinaires et interinstitutionnels et les a impliqués dès le début dans toutes les activités. Les lignes directrices et les formations sur mesure ont permis de

3 Les lignes directrices ont été approuvées par le Décret suprême N° 008-2018-IN.

clarifier les rôles et procédures de chacun et d'établir des organigrammes à partir d'exemples concrets.

- Enfin, afin de garantir les **complémentarités avec les organisations internationales compétentes**, les formations à la frontière avec le Chili et l'Équateur ont été organisées avec l'ONUDC, en particulier les bureaux mexicain (qui coordonne la campagne #ADeadlyBusiness pour prévenir et combattre le trafic de migrants) et colombien (qui coordonne la mise en œuvre de l'Action mondiale pour prévenir et combattre la traite des personnes et le trafic de migrants en Amérique latine). Les sections nationales et régionales du Réseau des spécialistes de la lutte contre le trafic de migrants d'Interpol (ISON) ont aussi participé à ces formations, apportant des études de cas spécifiques, des renseignements avérés sur les risques, les tendances, les routes et les modes d'opération.

Enseignements

- La lutte contre le trafic de migrants exige des réponses coordonnées, notamment **une coopération transfrontalière exhaustive**.
- La **collaboration interinstitutionnelle est la clé** du succès de toute stratégie nationale ou locale visant à prévenir ou à lutter contre le trafic de migrants. L'efficacité des mécanismes de coopération passe par la définition claire des rôles de tous les acteurs impliqués.



www.mieux-initiative.eu



Migration EU Expertise



@mieux_migration



mieuxmigration

Depuis son lancement en 2009, l'initiative Migration EU eXpertise (MIEUX) offre un cadre pour solliciter des activités de renforcement des capacités et l'expertise de l'UE, rendant possible le partage de connaissances et de pratiques entre pairs au niveau institutionnel, partout dans le monde.

L'adoption du Pacte mondial pour les migrations et la création du Réseau des Nations Unies sur les migrations ont coïncidé avec les dix ans de MIEUX. Pour marquer ces événements, MIEUX a entrepris une analyse fouillée de ses réalisations, de ses méthodologies et de ses pratiques.

Consécutif à plus de 100 interventions, ce rapport donne un petit aperçu de la vaste panoplie d'outils, de méthodologies et d'approches dont les gouvernements, et les praticiens dans la migration et le développement en général, peuvent s'inspirer et qu'ils peuvent utiliser pour promouvoir une architecture internationale coopérative et durable sur les migrations.